



Edition Du 31/01/2007

Selon des scientifiques

La désertification est “un problème planétaire

La désertification est "un problème planétaire" qui nécessite la mobilisation de toutes les compétences scientifiques du monde, ont affirmé hier à Alger des scientifiques nationaux et internationaux. "La désertification constitue l'une des causes directes du réchauffement planétaire et est, de ce fait, un problème qui touche, a degrés différents, l'ensemble des pays du monde", ont indiqué à l'APS des experts et spécialistes algériens et étrangers en marge du colloque international sur l'eau et l'environnement ouvert mardi à Alger. A cette occasion, ces scientifiques ont estimé que l'économie et la rationalisation de la consommation de l'eau restent "le meilleur moyen" pour pallier le manque de cette substance essentielle à toute vie. A cet effet, le professeur Azib Makhoulf, enseignant à l'Ecole nationale supérieure de l'hydraulique, a estimé que la question de la désertification, qui est aussi vieille que le monde, mérite "d'être prise au sérieux" tant par les pays

concernés que par les autres, ajoutant que les évolutions climatiques sont dues également à la désertification des terres.

"Les connaissances acquises sur l'eau et la végétation devraient être actualisées parce qu'il y a des modifications sur l'aspect biologique à prendre en compte", a-t-il relevé.

Pour sa part, Mme Iglesias Ana, professeur à l'Université de Madrid (Espagne), spécialiste en sécheresse, a affirmé qu'"afin de pallier le manque d'eau, les décideurs doivent, avant tout, mettre en place des politiques de rationalisation et de gestion des ressources hydriques".

Ces politiques, a-t-elle dit, doivent aussi arriver à équilibrer entre l'offre et la demande croissante en matière d'eau, soulignant à cet effet, que "contrairement à la demande, l'offre ne se développe pas, mais diminue, en raison notamment du manque de précipitations, de la surconsommation et de la pollution".

"La meilleure solution pour faire face au manque d'eau c'est d'économiser et de rationaliser sa consommation", a précisé Mme Iglesias.

M. Toni Farruci, enseignant à l'Université de Calabre (Italie), spécialiste en télédétection, a souligné que le problème de la désertification "touche de plus en plus" des pays d'Europe tels que l'Italie, l'Espagne et la France. Il a jugé, toutefois, que la désertification et le manque d'eau "peuvent nourrir des conflits notamment sociaux", ajoutant que "les guerres et les essais nucléaires figurent parmi les causes directes de la désertification dans le monde".

Concernant les évolutions climatiques, M. Farruci a estimé qu'"il est encore trop tôt pour juger si il y a ou pas changement climatique, sachant que nous sommes en train d'observer que 20 ans seulement sur les 200 ans nécessaires à un éventuel changement du climat".

De son côté, Mme Elisabeth Pagnac, responsable au ministère français de l'agriculture et de la pêche, a insisté sur la rationalisation de l'eau notamment dans le cadre des besoins agricoles par notamment l'utilisation de l'arrosage par

"le goutte à goutte", l'herborisation des terre en hiver et le contrôle de l'utilisation des engrais pour éviter de polluer l'eau. M. Abida Habib, professeur à l'Université de Sfax (Tunisie), spécialiste en hydrologie-hydrique, a estimé que l'utilisation "des ressources non conventionnelles" qui consiste à réutiliser les eaux usées traitées notamment dans le domaine de l'agriculture, le dessalement de l'eau de mer, la recharge artificielle, les pendages et la valorisation des eaux souterraines, constitue "une alternative" aux pays dotés d'un climat semi aride tel que l'Algérie. Dans ce contexte, le Dr Ahmed Fadil Al-Jonid, professeur à l'Université de Thamar (Yémen), a préconisé la construction de petits et moyens barrage qui constituent, selon lui, des espaces de stockage des eaux de pluies. M. Djebbar Yassine, professeur à l'Université de Souk Ahras (Algérie), a souligné le problème de manque de main d'œuvre qualifiée à même d'entretenir les futures stations d'épuration des eaux usées prévues dans le cadre du plan national de développement du secteur de l'hydraulique. Organisée par l'Ecole nationale supérieure d'hydraulique, la rencontre d'Alger vise à évaluer les risques à court et long termes sur la dégradation de la qualité de l'eau et de l'environnement afin de proposer une solution appropriée en mesure de préparer les milieux naturels et freiner leur dégradation. Cette manifestation ambitionne également d'alerter l'opinion internationale, notamment scientifique, sur l'impact de la désertification et le réchauffement climatique de la planète.